



EN ACTION

Vol 32 | No 5 | Octobre 2019

Conseil national extraordinaire négociation
du 24 octobre

REGROUPEMENT DES FIQ | fiqsante.qc.ca | fiqp.org



LA FIQ ET L'APTS ONT DÉPOSÉ LEURS DEMANDES

Réunies au sein de leur instance respective le 24 octobre à Québec, les déléguées de la FIQ et de l'APTS ont adopté leurs demandes communes à être déposées au Conseil du trésor le même jour en vue du renouvellement de leur convention collective nationale.

Les demandes concernent les matières intersectorielles, soit les salaires, la retraite, les droits parentaux et les disparités régionales.

Les 23 demandes adoptées par les deux délégations sont issues de la consultation des membres de la FIQ et de l'APTS qui a pris fin au début du mois d'octobre. Les propositions qui ont été soumises en consultation ont reçu une large adhésion des membres et une reconnaissance des problèmes qu'elles visent à résoudre.

S'ajoutent à ces 23 demandes, neuf autres demandes qui ont préalablement été adoptées le 10 septembre dernier par les instances des deux organisations.

Les demandes portent notamment sur différents aspects du régime de retraite, pour en améliorer la souplesse et favoriser la rétention des personnes actives sur le marché du travail; les droits parentaux, pour les concilier davantage avec les besoins actuels; les disparités régionales, pour mieux faire face aux

problèmes d'attraction et de rétention de main-d'œuvre, et la rémunération.

La FIQ et l'APTS réclament 7,2 % d'augmentation pour chacune des trois années de la prochaine convention collective pour leurs membres qui méritent leur juste part.

Ce rattrapage salarial s'impose et est vital pour que le réseau de la santé et des services sociaux soit un milieu de travail respectueux, sain et attractif comme il se devrait de l'être. ■

131 000 VOIX SE FERONT ENTENDRE

Le dépôt syndical APTS-FIQ contient 32 demandes visant à améliorer les conditions de travail des 131 000 membres, permettant ainsi de garantir à la population des soins et des services de qualité, sécuritaires et accessibles auxquels elle s'attend.

Du côté de la FIQ, ce sont les coresponsables politiques de la négociation, Roberto Bomba, trésorier, et Cynthia Pothier, vice-présidente, ainsi que la porte-parole de la négociation, Sophie Guilbault, accompagnées de l'équipe de la coordination de la négociation et des membres du comité de négociation, qui ont rencontré les représentant-e-s du Conseil du trésor pour déposer les demandes syndicales conjointement avec l'APTS.



MOT DE LA PRÉSIDENTE

En Action, vol. 32, n° 5, octobre 2019 | Publié par le service Communication | Tirage : 76 000 exemplaires | Montage graphique : Josée Roy | Photographies : Jacques Lavallée | Impression : Solisco | Toute reproduction de textes ou d'extraits doit porter la mention « reproduit de la publication *En Action* » | Papier FSC | Pour recevoir uniquement la version électronique des publications de la FIQ, remplissez le formulaire en ligne à fiqsante.qc.ca | ISSN : 1913-1739 (Imprimé) | ISSN : 1913-1747 (En ligne) | fiqsante.qc.ca | info@fiqsante.qc.ca



DES DEMANDES JUSTES

Nancy Bédard

C'est parti! Le gouvernement du Québec a maintenant entre les mains les demandes intersectorielles des 131 000 membres de l'alliance APTS-FIQ. Loin d'être exagérées, ce sont des demandes justes qui s'appuient sur de solides analyses de la part d'économistes et de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ).

Si nos demandes syndicales communes sont au nombre de quelques dizaines, c'est surtout celle portant sur le salaire qui a fait grand bruit lors de cette journée de dépôt. Les travailleuses du réseau de la santé et des services sociaux ont été d'importantes victimes des compressions budgétaires imposées au cours des dernières années et demander un juste retour du balancier est loin de relever de l'utopie. Compte tenu des nombreux sacrifices consentis au fil du temps par cette main-d'œuvre majoritairement féminine, nous sommes en droit d'exiger aujourd'hui un traitement équitable.

L'amélioration des conditions de travail, y compris le salaire, est une condition sine qua non qui permettra d'assurer au réseau du personnel en nombre suffisant et en mesure

d'offrir des soins et des services de qualité, sécuritaires et accessibles à la population. Les professionnelles en soins en sont témoins chaque jour et les patient-e-s du réseau aussi peuvent en témoigner. Le gouvernement ne pourra nier l'évidence et il devra investir dans celles et ceux qui sont au cœur de ce réseau. Le temps presse et il y a urgence d'agir.

Les infirmières, les infirmières auxiliaires, les inhalothérapeutes et les perfusionnistes cliniques, surchargés et épuisés, quittent ou songent à quitter leur profession. Le système de santé est au bord du gouffre et avec de telles conditions de travail et d'exercice, attirer et retenir du personnel devient difficile.

La manifestation tenue à l'Assemblée nationale avec les collègues de

l'APTS est une belle démonstration de notre détermination à nous faire entendre. Au cours des prochains mois, les 131 000 membres de l'APTS et de la FIQ seront mobilisés aux quatre coins du Québec pour un seul et même objectif : l'obtention d'une réelle et pleine reconnaissance du travail accompli jour après jour dans le réseau de la santé et des services sociaux.

Nous connaissons les problèmes du réseau, nous les vivons et les subissons tous les jours. À travers nos conditions de travail et notre traitement salarial, c'est le rehaussement de la qualité, de la sécurité et de l'accessibilité des soins dont il est question. Nous ne ménagerons aucun effort, car cette lutte nous la mènerons non seulement pour nous, mais également pour la population. ■

LES DÉLÉGUÉES DE LA FIQ ET DE L'APTS AU RENDEZ-VOUS!

La pluie n'aura pas eu raison des déléguées de la FIQ et de l'APTS qui se sont rendues manifester devant l'Assemblée nationale pour marquer le coup d'envoi de cette importante négociation.

Scandant le thème de cette négociation, « Travailler à se rendre malade, c'est terminé », elles ont appuyé les présidentes de l'APTS et de la FIQ, Carolle Dubé et Nancy Bédard, qui ont demandé au gouvernement d'investir dans le réseau de la santé et des services sociaux et dans ses employées.

Par la suite, une marche s'est tenue jusqu'aux bureaux du Conseil du trésor pour déposer les demandes syndicales.

